

L'ALGÉRIE EN CRISE, UNE SOCIÉTÉ

La blessure, la paranoïa

L'Algérie vit une grave crise marquée par une certaine dyslexie langagière et des attitudes schizophréniques. Cette délicate situation pourrait être à l'origine de périls futurs fragilisant dangereusement le tissu social. La modernisation par le haut, la ruralisation rampante et le blocage de la société par la brutale et violente colonisation française ont détruit certains paramètres culturels, instauré des complexes inhibiteurs et favorisé la disparition de ressorts immunitaires.

La rumeur et l'impersonnel (il, ils, eux, on), héritage de l'espace colonial, investissent le discours social et engendrent des situations paranoïaques travaillées par la distance et l'éloignement préfigurant de graves dysfonctionnements et une distance préjudiciable à toute stabilité possible. Ces formes syntaxiques ont été facilement intériorisées par les locuteurs, fonctionnant comme des formes et des structures inconscientes, consolidant le fossé séparant sérieusement la société profonde des élites gouvernantes. Les choix d'adverbes et de pronoms précis n'est nullement neutre, il est l'expression d'une blessure et d'une césure. Même les discours officiels et médiatiques regorgent de ces adverbes et de ces pronoms impersonnels (certains, une certaine presse, on...) qui tireraient leur origine de la nuit coloniale et de la dure répression vécue pendant plus de cent trente-deux années par les Algériens. Nous sommes ainsi plongés dans un monde marqué par la présence de l'étrange et de l'étranger.

Cette imprécision et ce manque de rigueur souvent liés à la parole officielle font que les journaux du gouvernement, sa télévision et ses radios sont boudés au profit des titres privés, des radios et des télévisions étrangères considérés comme plus crédibles. Vite, ceux-ci sont aussi assimilés à des médias du «pouvoir» politique. Un simple regard sur les ventes des quotidiens nous renseignerait sur le manque de crédit dont jouissent les journaux publics qui servent souvent d'espaces de propagande, non d'information. Cette distinction faite par le(s) public(s) entre ces deux types de presse est très importante car elle nous renseigne sur son évolution et sur ses aptitudes à choisir et à décider. Il est regrettable que la sociologie du public ne soit pas très développée dans les pays du Maghreb, elle nous permettrait de comprendre et de cerner maints phénomènes. La télévision qui semble vivre dans un univers à part, usant de la langue littéraire et produisant clichés et stéréotypes, est boudée par les publics algériens au bénéfice de chaînes étrangères permettant une certaine ouverture sur le monde.

La télévision est ainsi jugée éloignée des préoccupations du grand nombre la considérant comme la lucarne du bloc gouvernant. D'ailleurs, même le langage soutenu et les costumes arborés par les animateurs participent de cette distance plaçant face à face deux discours, deux postures.

La ruralisation forcenée de la société et la question de l'altérité marquent toutes les interrogations sociologiques et altèrent toute sérieuse communication. Ainsi, les signes extérieurs ne trompent pas. Les ordures un peu partout dans la rue, le discours autoritariste, l'absence de savoir-vivre, le manque d'hygiène, la carence en matière artistique caractérisent les gros villages que sont devenues les villes investies par la guerre des clans juste après l'indépendance. Cette ruralisation intensive rend plus ou moins impossible, à court terme, tout changement positif et ruine peut-être à moyen terme l'avenir du pays, otage d'un mode de gestion autocratique excluant toute possibilité de compétition démocratique.

Juste après l'indépendance, la ville constituant le centre et le lieu primordial de tous les pouvoirs allait être le théâtre d'une incroyable violence à tel point que les habitants sortirent dans la rue de la capitale en scandant un slogan aujourd'hui légendaire «Sept ans barakat!». Les dégâts provoqués

sont incommensurables. Déjà, Ibn Khaldoun avait insisté sur ce problème dans sa *Muqaddima*. L'exode rural avait donné lieu à des situations cocasses et incroyables qui faisaient penser que la ville s'était transformée en un assemblage de villages. Il serait utile de lire les conclusions de travaux sur le complexe sidérurgique (ex-SNS) d'El Hadjar effectués par les sociologues Ali El Kenz et Djilali Liabès, ainsi que l'ouvrage consacré à l'exode rural de Abdelatif Benachenhou ou les travaux de Hocine Benissad et de Lakhdar Benhassine. A Annaba, lors d'un de mes reportages en 1982, j'ai été frappé dans les

Dans cet espace schizophrénique, le discours intellectuel ou culturel est assimilé à une sorte d'hérésie et à une intervention absurde dans une société anomique. La résistance au savoir et à la connaissance n'est pas uniquement due à l'intolérance des pouvoirs publics mais investit également les différents espaces sociaux. C'est ce que nous disait, il y a une quinzaine d'années, l'écrivain marocain Abdellatif Laabi qui estimait que chaque Arabe était un tyran en puissance.

bidonvilles qui ceinturaient El Hadjar par l'association quelque peu paradoxale du téléviseur et de la chekoua.

Deux mondes se rencontrent, s'interpellent et s'entrecroisent sans pouvoir se mélanger. Dualité des attitudes. Ambivalence névrotique. Toutes ces choses sont considérées et vécues comme tout à fait normales et naturelles alors qu'elles charrient de multiples contradictions et de profondes oppositions. L'esprit rural est tributaire d'un fatalisme outrancier et de comportements parfois peu compatibles avec l'espace urbain.

Une lecture attentive du discours politique depuis le mouvement national jusqu'à ce jour nous permet de constater ces multiples allers-retours entre une «modernité» tactique et un conservatisme rural marqué par l'absence de perspectives claires et d'un projet globalisant fondé sur des analyses sociologiques et des études prospectives. Parfois, on passe de l'un à l'autre pour des raisons tactiques en fonction de «priorités» illusoire. Ce qui dénote ce côté rural des décideurs qui n'arrivent pas à voir loin. Tout se fait comme si le pays était en voie de disparition.

Dans cet espace schizophrénique, le discours intellectuel ou culturel est assimilé à une sorte d'hérésie et à une intervention absurde dans une société anomique.

La résistance au savoir et à la connaissance n'est pas uniquement due à l'intolérance des pouvoirs publics mais investit également les différents espaces sociaux. C'est ce que nous disait, il y a une quinzaine d'années, l'écrivain marocain Abdellatif Laabi qui estimait que chaque Arabe était un tyran en puissance. Il faut pour s'en convaincre faire le tour de certains lieux culturels par excellence que constituent les cafés ou les polémiques des «politiques», sportifs ou hommes de culture qui considèrent qu'ils sont les seuls détenteurs de la vérité, de l'unique vérité. Le texte, espace fondamental de tout débat et de toute communication intellectuelle, cède le pas à la parole. La ruralité traverse toute la représentation culturelle. La littérature, le théâtre et le cinéma, par exemple, transportent souvent le lecteur dans une opposition factice ville-campagne où la ville est décrite comme l'espace de la débauche et de l'hypocrisie et la campagne présentée vêtue des oripeaux de la pureté et de l'innocence. Cette négativité de l'espace urbain dissimule mal les craintes de la «modernité»

et inaugure le protocole d'une lecture idéologique qui fournit une charge positive au discours féodal.

Une lecture attentive de romans d'avant et d'après l'indépendance (génération dite de 1952 par exemple) et certains films réalisés après 1962 donnent à voir cette propension vers une célébration exagérée d'un monde rural idéalisé à l'extrême. Ce discours conservateur et peu novateur parcourt également les films réalisés ces derniers temps en kabyle (*La montagne de Baya* (1997) de Azzedine Meddour, *Machaho* (1994) de Belkacem Hadjadj et *La colline oubliée* (1994) de Abderrahmane Bouguermouh) et qui, dans un élan d'enthousiasme peut-être sincère, font apparaître la culture populaire comme un espace d'ouverture alors qu'elle porte souvent en elle les prémices d'une société «bloquée» et de mentalités parfois arriérées. La culture «populaire» n'est pas forcément révolutionnaire ; elle est, dans de nombreux cas, réfractaire au progrès.

Les termes «populaire», «peuple» sont souvent non définis, investis d'une charge favorable. Ce qui n'est pas le cas du terme «populisme» drapé du sceau de la négativité. Le mot populisme dont la définition est quelque peu floue est souvent malmené, sans aucune interrogations de ses sources et de son évolution. Tout simplement, le populisme, né à partir des années 1870 en Russie, grâce à un mouvement politique anti-tsariste, cherchait à instituer un socialisme agraire soutenu par les communautés agraires.

Cette doctrine philosophique et politique s'appuyant sur le rejet des élites dirigeantes représentées par le grand capital et la convocation du «peuple» considéré comme l'instance naturelle du pouvoir rejette la démocratie «représentative» pour tenter de lui substituer une démocratie «participative» et directe. Ce courant qui s'est surtout développé à

Toute la réalité du pouvoir est prise en charge par deux cercles : la présidence de la République et l'armée qui font et défont les différents acteurs politiques tout en évitant une rupture du consensus liant ces deux espaces qui vivent en dehors de la société profonde condamnée à subir différentes pratiques et d'incessants discours sur la mise en œuvre de réformes virtuelles.

partir des années 1930 en Amérique latine est actuellement péjoré dans le discours dominant pour des raisons strictement idéologiques et politiques. Le péronisme est souvent cité comme l'incarnation-type de ce courant. Le «peuple», notion abstraite, est continuellement galvaudée par les dirigeants politiques et les journalistes. Le flou définitoire caractérisant certains territoires lexicaux, trop employés dans les échanges linguistiques, renforce encore davantage l'ambiguïté du discours social et politique.

Ce retour au monde rural n'est pas gratuit, il reflète l'échec d'une expérience sociale et économique. Ce thème se retrouve indistinctement dans les textes d'expression arabe ou française. La ville est souvent très peu décrite comme un espace libre, positif. Mohammed Dib s'inscrit dans cette optique d'une cité urbaine, certes, tentaculaire, mais néanmoins ouverte et généreuse ; il se démarque ainsi de ce regard suicidaire porté sur une ville comme Constantine dans *Ezizel* de Tahar Ouettar ou du *Fils du pauvre* de Feraoun qui reproduit les clichés et les stéréotypes d'une campagne généreuse et

Par Ahmed Cheniki

pure opposée à une ville sauvage et inhumaine. Mouloud Feraoun, Mouloud Mammeri, Aboulaid Doudou, Tahar Ouettar, Abdelhamid Benhaddouga et bien d'autres écrivains, dramaturges et cinéastes mettent ainsi en situation cette illusoire opposition entre la ville et la campagne. Certains hommes de théâtre comme Mahieddine Bachetarzi et Mohamed Touri présentaient, eux, des campagnards naïfs plongés dans une ville intolérante peuplée de gens qui veulent profiter de la crédulité de ces paysans.

L'expression artistique est, elle-même, conditionnée par le discours social et politique. C'est dans ce contexte qu'évolue la représentation culturelle algérienne trop marquée par les multiples carences caractérisant la société algérienne et l'absence d'un sérieux travail d'exploration épistémologique et ontologique.

L'algérianisation, appliquée après les années 1970, fut à l'origine de nombreux malentendus au niveau de l'université qui, après le départ des professeurs étrangers, fut dirigée par des assistants titulaires d'une licence, assurant parfois des modules qu'ils eurent parfois du mal à acquérir durant leur cursus universitaire. Un regard sur la situation des différentes disciplines artistiques nous donne une certaine idée du marasme ambiant ; la représentation culturelle prend en quelque sorte le chemin de la clandestinité. En parler, c'est parfois s'exposer aux sarcasmes des uns et des autres comme si le multipartisme signifiait tout simplement absence de débats d'idées et exclusion de toute manifestation artistique ou intellectuelle plurielle. Le multipartisme n'est nullement l'expression de la présence d'une parole plurielle, mais un simulacre et un masque dont la fonction est de voiler la réalité d'un système autocratique en exercice dans le pays.

Les structures partisans n'ont aucun réel pouvoir, fonctionnant comme de simples appareils où sont absents les débats de fond. Toute la réalité du pouvoir est prise en charge par deux cercles : la présidence de la République et l'armée qui font et défont les différents acteurs politiques tout en évitant une rupture du consensus liant ces deux espaces qui vivent en dehors de la société profonde condamnée à subir différentes pratiques et d'incessants discours sur la mise en

œuvre de réformes virtuelles.

Les intellectuels, tout en les marginalisant, on veut faire d'eux des soldats de quelque cause perdue d'avance. Héritage absurde d'une culture rurale qui confond Etat et individu comme si le Président ou quelque ministre était l'Etat ou la nation ou les deux à la fois. Cet amalgame sciemment entretenu entre le Président et l'Etat est au cœur de la culture politique algérienne. On décèle des complots partout comme si des effluves paranoïaques enveloppaient journalistes et politiques. Cette propension au «complot» et au goût du secret est peut-être issue des pratiques du mouvement national. Elle s'expliquerait peut-être par le déficit d'autonomie sur le plan de l'Histoire.

La parole historique est prisonnière des différents règlements de compte et des nombreuses distorsions qui ont jalonné l'évolution du mouvement national trop prisonnier des pièges de la clandestinité. Longtemps lieu de conquêtes et d'invasions, l'Algérie devint une terre où la méfiance allait constituer un élément nodal de sa formation.